

PRÉSIDENTIELLES 2011 : LES CANDIDATURES ANNONCÉES

A la veille de l'élection présidentielle prévue en principe en 2011, quelques Camerounais se positionnent déjà. Si certains ont officiellement annoncé leur candidature, d'autres posent des actes qui ne laissent pas beaucoup de doutes sur leurs intentions.

Paul Biya : L'appelé du peuple Rdpc

Les motions de soutien se multiplient à travers les médias publics.

Le deuxième tome de «L'Appel du peuple », un recueil de motions de soutien à Paul Biya publié par la Sopecam, vient d'être dédicacé. A quelques mois de l'élection présidentielle, on ne sait pas encore qui sera le candidat du Rdpc. Mais, quelques personnalités issues des rangs du parti au pouvoir, s'exprimant au nom du « peuple camerounais », ont désigné leur candidat : Paul Biya. En 2004 déjà, en déposant sa candidature aux élections présidentielles, le chef de l'Etat avait déclaré qu'il ne faisait que répondre aux nombreuses sollicitations du peuple.

L'intéressé s'est exprimé sur la question le 30 octobre 2007. Paul Biya a accordé une interview à la chaîne de télévision française France 24, dans le cadre de l'émission « Le Talk de Paris », présentée par M. Ulysse Gosset. A la question de savoir s'il sera candidat à sa propre succession en 2011, posée par Louis Kemayou, il répond : « (...). A l'heure actuelle, nous avons d'autres priorités et la Constitution telle qu'elle est aujourd'hui ne me permet pas de briguer un autre mandat ». Quelques jours après cette déclaration, des motions de soutien, plus précisément des « appels à la non limitation des mandats présidentiels » ont commencé à être publiés dans les journaux.

Dans l'édition N° 8975/5174 du 13 novembre 2007 du quotidien Cameroon Tribune, on peut par exemple lire une motion de soutien «des responsables politiques, les élites intérieures et extérieures, les chefs traditionnels et les forces vives de la section Rdpc de Dja et Lobo III Meyomessala réunis ce 7 novembre 2007... ». Ils écrivent notamment : « Préconisons de commun accord avec tous les Camerounais, que soit initié dans les actes une modification de la Constitution du 18 janvier 1996, dans le respect des dispositions de celles-ci, aux fins de la suppression de la limitation des mandats pour l'exercice des fonctions de président de la République du Cameroun ».

La Constitution a finalement été modifiée malgré les vives protestations des partis politiques d'opposition et d'une partie de la société civile. Elle permet désormais à l'homme du 6 novembre 1982, de briguer un autre mandat. Les motions de soutien, les appels à candidature, les réunions de remobilisation du Rdpc et les descentes des délégations du Comité central de ce parti sur le terrain qui se multiplient. On n'attend plus que le « Je vous ai compris » habituel.

Louis Tobie Mbida : Un médecin pour soigner le Cameroun

Le fils aîné d'André-Marie Mbida, l'ancien Premier ministre du Cameroun, veut créer une relation entre l'Etat et le citoyen.

Le Parti des Démocrates Camerounais (Pdc) présente son candidat pour la présidentielle de 2011 au Cameroun. C'était le samedi 23 janvier dernier au cours d'un meeting de mobilisation organisé

à l'esplanade du Stade Omnisport, et tous les militants du Pdc ont porté haut leur choix sur le président Louis Tobie Mbida à se présenter aux prochaines élections présidentielles de 2011 », tel est le début d'un article intitulé « Le Parti des démocrates camerounais donne le ton », écrit par Steve Seke et publié sur le site internet du Pdc.

Le projet politique porté par le Pdc constitue la deuxième partie du livre intitulé « Cameroun, des années de braise aux leçons de l'histoire. Vers une dynamique nouvelle », que vient de publier son président aux éditions L'Harmattan. Il s'agit, par exemple, de créer une relation nouvelle entre l'Etat et le citoyen. « Je suis convaincu que, désormais, il faudra créer une relation nouvelle entre l'Etat et le citoyen. Un Etat "complice" du citoyen, un Etat "ami" du citoyen, un Etat "sympathique" avec le citoyen au sens étymologique de souffrir avec le citoyen. Le programme politique fondamental consistera à faire du Camerounais un citoyen », dit Louis Tobie Mbida, médecin de formation, dans une interview réalisée par Alain Bengono et publiée sur le site internet du parti, le 12 janvier 2010.

S'agissant de ses rapports avec le Rdpc, l'aîné des quatre fils d'André-Marie Mbida, l'ancien Premier ministre du Cameroun déclare, à la suite de l'interview. : « J'ai participé à l'élection présidentielle de 1992. En octobre et novembre 1997, je n'étais déjà plus au Cameroun. De façon délibérée, je suis parti parce que je ne voulais plus être mêlé, de près ou de loin, à une réélection du Président Biya. J'avais cru, un temps, que les hommes du Rdpc étaient des hommes de parole. Mais j'ai compris, très vite, que ce n'était pas le cas ».

Pasteur Paul Ndjana : Investi d'une mission divine

Le président de la Coordination des démocrates camerounais promet une révolution verte.

Pasteur à la Congrégation Baptiste camerounaise, il est aussi le président de « La Coordination des démocrates camerounais », un parti politique créé en 2009. « Ma vision pour le Cameroun m'est venue de Dieu, l'auteur de toutes les visions. Dieu m'a parlé il y a 10 ans, il m'a dit clairement de me préparer à succéder à Paul Biya. J'ai pris huit ans pour l'accepter, car je n'étais qu'une brebis qui avait du mal à assimiler une chose aussi grandiose. Par la force des prières, le Seigneur m'a convaincu de l'authenticité de cette vision et je me suis engagé en politique », explique-t-il.

Paul Ndjana propose un projet de société basé sur deux points à savoir : « rompre avec l'ordre néo-colonial et promouvoir une révolution verte ». Pour lui, « le système économique et politique est établi sur la base de l'ordre néo-colonial. Il faut redéfinir les besoins des camerounais par rapport à leurs nécessités propres. On peut, par exemple, produire nos propres cultures vivrières, au lieu de toujours importer. Même le système éducatif doit tenir compte des besoins de notre pays. On peut par exemple privilégier un Baccalauréat en pisciculture à un Baccalauréat en Philosophie », explique-t-il. Il se propose également de créer de grandes plantations qui pourront, non seulement résorber le chômage, mais aussi assurer la sécurité alimentaire.

Paul Ndjana se dit confiant et compte sur Dieu pour réaliser ces projets pour le Cameroun. « Les hommes politiques ont été incapables de changer le cours de la vie des Camerounais parce que leur action se limite à l'intellect, tandis que l'action d'un prophète peut s'étendre jusqu'à l'esprit des gens. Il faudrait que le Cameroun sache que pour qu'il sorte de la situation dans laquelle il se trouve aujourd'hui, il lui faut un homme charismatique, un homme de Dieu », dit-il. Marié et père de sept enfants, il ne voit aucune incompatibilité entre son activité de pasteur et celle de chef d'Etat. Au contraire, il s'agit plutôt d'un avantage car, « lorsque nous prenons la Bible, nous voyons que les grands chefs d'Etat étaient des serviteurs de Dieu, à l'exemple de Joseph en

Egypte. Ce qu'il faut au Cameroun, aujourd'hui, c'est un prophète ». Il est pasteur depuis 10 ans, au sein de la congrégation créée en 1845 par le missionnaire Alferd Saker.

Duval Lebel Ebalé : Un journaliste face au « Tribunal »

L'ancien présentateur de l'émission phare de Sky One radio déclare qu'elle a servi de base à son projet de société.

Au cours d'un point de presse tenu le 30 décembre 2009... au domicile de sa mère, Duval Lebel Ebalé déclare sa candidature à l'élection présidentielle de 2011. Rencontré à Yaoundé le 5 avril 2010, il explique qu'il s'agit d'un projet qu'il mûrit depuis 2007. « La création de l'émission Le Tribunal faisait partie de mon plan d'action. Je voulais connaître les problèmes que rencontrent les Camerounais et leur offrir des solutions appropriées », révèle ce journaliste originaire de l'arrondissement de Zoétélé. « Pendant que je faisais ce travail à l'antenne, j'étudiais également les solutions possibles à ces problèmes », ajoute-t-il.

Duval Lebel Ebalé propose un projet de société qui tourne autour de deux points, à savoir: « la réconciliation nationale et la gouvernance par actions prioritaires ». Il s'agira, par exemple, de « renégocier la réunification du Cameroun avec les Anglophones », de « rapatrier la dépouille du premier président du Cameroun », ou de « se demander si un projet ou un accord qu'on veut signer est prioritaire par rapport aux attentes des populations ». Face aux problèmes d'emploi, il propose « le renforcement des pouvoirs de l'inspecteur du travail dans le cadre d'un plan de sécurisation de l'emploi de ceux qui en ont déjà, avant de trouver des solutions pour ceux qui n'en ont pas. Que l'inspecteur du travail ait les mêmes pouvoirs que l'inspecteur des impôts qui peut par exemple demander qu'une entreprise soit scellée ou saisir une partie des biens de l'employeur pour régler les droits des employés ».

Duval Lebel Ebalé s'occupe du volet communication et marketing dans la représentation au Cameroun de la société Lutron. L'entreprise est spécialisée dans l'éclairage, notamment l'accompagnement des populations pour une bonne gestion de leur consommation d'électricité. A la question de savoir où il trouvera de l'argent pour battre campagne, il répond : « J'ai déjà passé la commande d'un million de cartes de soutien à candidature. C'est une suite logique dans mes idées, car j'ai fait le test en 2008 en vendant les cartes de soutien à l'émission Le Tribunal. Ces cartes nous permettront également de contrôler nos électeurs. Nous savons qu'il n'y a jamais plus de trois millions d'électeurs au Cameroun. Si nous avons un million de Camerounais acquis à notre cause, nous savons que si nous ne gagnons pas, nous serons au moins 2ème et nous aurons cette force politique que nous voulons ».

Jusqu'à ce jour, on ne sait pas encore sous quelle bannière Duval Lebel Ebalé se présentera à l'élection présidentielle. « Je préfère que les Camerounais s'attachent à l'idéologie d'un candidat et qu'ils attendent le moment venu pour connaître le parti politique qui soutiendra leur candidat. Le parti politique qui va m'investir sera dévoilé le 30 décembre 2010 » révèle-t-il. Il est marié, père de cinq enfants. « J'ai l'âge qu'il faut pour prétendre à ce à quoi je prétends », dit-il. Il annonce qu'il prépare actuellement la sortie d'un livre dans lequel il dévoilera la « véritable raison de la fermeture de Sky One radio », ainsi qu'une partie de son programme politique.

Mila Assouté : Le moderniste du Rdpc

L'ancien membre du Comité central du Rdpc fourbit ses armes pour 2011 depuis Paris.

A l'évocation du nom de Mila Assouté, on pense au groupe des modernistes du Rdpc, le mouvement qui l'a fait connaître sur la scène politique. Le chef supérieur de Santchou, dans la Menoua vit aujourd'hui en France, d'où il dirige non seulement son parti politique, le Rassemblement démocratique pour la modernité du Cameroun (Rdmc), mais aussi sa chefferie.

Mila Assouté avait caressé l'intention de présenter sa candidature à l'élection présidentielle de 2004. Sa candidature a été rejetée par le Minatd pour « défaut de déclaration sur l'honneur de respecter la Constitution, investiture irrégulière d'un candidat appartenant à deux partis politiques ». Dans la perspective de la présidentielle 2011, les démembrements du Rdmc sont en train d'être installés sur le territoire national et le programme politique de

Mila Assouté est déjà consultable sur le site internet du Rdmc : des signes qui ne trompent pas, même si, officiellement, le chef des Mbos de Santchou n'a pas encore déclaré sa candidature.

En 2002, un groupe composé de cadres du Rdpc entreprend de réfléchir sur la modernisation de leur parti politique. Le 25 septembre 2002, le groupe publie un manifeste appelé « Livre blanc des modernistes du Rdpc », et, Mila Assouté, membre du Comité central du parti au pouvoir, est désigné par ses pairs pour être le mandataire du groupe. Au fil des lettres adressées au président national du parti, le ton de Mila Assouté durcit. Il demande notamment l'organisation d'un congrès ordinaire et finit par se porter candidat à la candidature du Rdpc. Lâché par la plupart de ses compagnons de la première heure et après avoir attendu en vain l'organisation des élections primaires dans le Rdpc, Mila Assouté démissionne à la veille de la présidentielle et se fait investir par le Ralliement au changement pour la nouvelle république (Rcnr), un parti politique qu'il a créé en 1995, selon ses propos.

Le projet de société que Mila Assouté propose aujourd'hui met l'accent sur la réforme des institutions, avec, par exemple, la dépenalisation du délit de presse, la réduction de la taille du gouvernement ou encore la suppression du poste de délégué du gouvernement pour donner plus de pouvoir aux gouverneurs. Pour ce qui est de l'aspect social, il explique que, « pour désenclaver le pays, nous entendons construire 35.000 Kms de voies de communication sur le territoire et entre le Cameroun et les pays voisins. La réhabilitation et la construction de nouvelles voies ferrées et de tramway porte sur 2800Km ». Celui qui fut député du Rdpc de 1983 à 1988, parle aussi de l'industrialisation, de la transformation des matières premières, de la modernisation de l'agriculture ou encore de la réconciliation du Cameroun avec lui-même, pour « exorciser ses rancœurs, ses craintes et ses frustrations. Un Forum de réconciliation nationale sera appelé à cet effet », dit-il. En 2004, déjà, il avait publié l'ouvrage intitulé « Passeport pour la modernité », préfacé par le cardinal Christian Tumi, et dans lequel il présentait sa vision du Cameroun moderne.

Vincent-Sosthène Fouda Essomba : Le remède qui correspond au mal camerounais

Le socio-politologue veut renationaliser la Snec et AES-Sonel.

Vincent-Sosthène Fouda Essomba se présente comme « journaliste et socio-politologue ». En novembre 2009, il déclare sa candidature à l'élection présidentielle de 2011, via internet. Depuis le Québec où il réside, il fait un état des lieux de la situation socio-économique du Cameroun : « La dette publique de notre pays s'élève à 1377 milliards de nos francs, elle est insoutenable. Nous avons un (1) médecin pour 12500 camerounais et chaque Camerounais est endetté pour environ 18 millions de nos francs. La production industrielle dans notre pays stagne quand elle n'est pas inexistante. Ce léger tour d'horizon n'est pas lié à la conjoncture mondiale mais plutôt aux choix économiques qui ont été faits par nos dirigeants ces 30 dernières années », peut-on lire sur son site

Pour changer la donne, il propose un projet de société en neuf points et qui repose, entre autres idées, sur « la construction de véritables institutions et une économie à visage humain ». Cet originaire d'Akono, propose par exemple, « d'alléger le portefeuille gouvernemental afin que les ministères deviennent plus efficaces ». Il veut également « renationaliser la Snec et AES Sonel, (...), revaloriser les minimas sociaux afin que d'ici 2 ans, le smic dans notre pays soit de 100 000 Fcfa, (...), subventionner notre agriculture et ne pas subir les règles de l'OMC mais y participer de façon compétitive ». Pour lui, « l'école et l'emploi doivent cheminer ensemble, je veux mettre l'école au cœur de l'entreprise, je veux mettre l'entreprise au centre de l'enseignement secondaire. Je veux d'une université qui réponde aux besoins du Cameroun et du peuple Camerounais », dit-il.

Selon lui, son projet de société est le remède qui correspond au mal camerounais. Il dit avoir « sondé le Cameroun des campagnes et des villes, le Cameroun des paysans, agriculteurs et éleveurs. Le Cameroun des villes, celui des chômeurs, ceux-là même que la société a laissé au bord du chemin sans aucune autre alternative que de se regarder ronger par la pauvreté et un horizon sans rêve. Le Cameroun des fonctionnaires, ceux dont le salaire est aujourd'hui non pas un mérite mais une faveur que l'Etat leur accorde. Le Cameroun des petits vendeurs, des « bayamselam ».

Né au Cameroun, Sosthène-Vincent Fouda Essomba fait ses études dans son pays natal puis au Sénégal et en France. Il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages et est également le porte-parole de « Cameroun génération 2011 », une plate-forme de plusieurs partis politiques dont les noms ne sont pas encore dévoilés.